

Publications périodiques

Comptes annuels

INTER EUROPE CONSEIL (IEC)

Société par Actions Simplifiée au capital de 764 982 576 €
Siège social : 29, bd Haussmann – 75009 Paris.
692 040 108 R.C.S. Paris.

Documents comptables annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 2018.

I. — Bilan.
(En Euros.)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux		
Effets publics et valeurs assimilées (note 2)	30 813 030	33 714 765
Créances sur les établissements de crédit (note 3)	5 633 116 280	6 859 182 317
A vue	14 468 065	22 415 660
A terme	5 618 648 215	6 836 766 658
Opérations avec la clientèle (note 4)	74 269	1 798 351
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	74 269	1 798 351
Comptes ordinaires débiteurs		
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 2)	718 247 754	1 699 965 289
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles (note 5)	11 005	11 005
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 6)	262 781 178	101 123 590
Comptes de régularisation (note 6)	15 066 855	63 263 496
Total	6 660 110 370	8 759 058 812

Passif	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, Comptes courants postaux		
Dettes envers les établissements de crédit (note 7)	3 377 475 713	5 235 387 415
A vue	915 987	11 859 552
A terme	3 376 559 726	5 223 527 863
Opérations avec la clientèle		
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue		
A terme		
Autres dettes		
A vue		
A terme		
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 8)	10 101	53 655 459
Comptes de régularisation (note 8)	29 004 267	50 005 938
Provisions (note 9)	6 957 908	27 284 612
Dettes subordonnées (note 10)	2 093 406 425	2 380 000 669

Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres (note 11)	1 153 255 957	1 012 724 720
Capital	764 982 576	764 982 576
Primes d'émission		
Réserves	41 790 639	30 952 610
Écart de réévaluation		
Provisions règlementées		
Subvention d'investissement		
Report à nouveau	362 437	28 948
Résultat de l'exercice	346 120 304	216 760 585
Total	6 660 110 370	8 759 058 812
Résultat de l'exercice en centimes :	346 120 304,01	
Total du bilan en centimes :	6 660 110 370,21	

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

Hors-bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	5 584 324	4 640 707
Engagements de financement (note 19)	5 584 324	4 640 707
Engagements en faveur d'établissement de crédit	1 000	1 000
Engagements en faveur de la clientèle	5 583 324	4 639 707
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus		62 336 386
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		62 336 386
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		62 336 386
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Autres engagements reçus		

Autres engagements	31/12/2017	31/12/2016
Opérations en devises (note 20)		
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir	33 416 874	4 298 428
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner	33 423 230	4 305 100
Engagements sur instruments financiers à terme (note 21)	395 502 105	942 653 311
Autres engagements		
Engagements donnés		57 997 386
Engagements reçus		
Engagements douteux		

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

II. — Comptes de résultat.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 12)	210 808 758	246 333 540
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les Ets de crédit	179 392 615	188 174 979
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	15 824	205 276
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	27 029 025	47 244 480
+ Autres intérêts et produits assimilés	4 371 294	10 708 805
- Intérêts et charges assimilées (note 12)	-139 067 749	-160 753 500
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les Ets de crédit	-141 920 623	-158 430 840
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		-133 286
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe		11 431
- Autres intérêts et charges assimilées	2 852 874	-2 200 805
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		
+ Produits sur opération de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)		
- Commissions (charges) (note 13)	-40 425	-59 454
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	-28 797 127	54 846 728
- Opérations sur titres de transaction	31 353 943	68 936 202
- Opérations de change	-13 179 846	19 055 362
- Opérations sur instruments financiers	-46 971 224	-33 144 836
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés	-11 228 232	6 354 427
- Plus ou moins value	-1 299 348	3 232 556
- Dotations aux provisions et reprises	-9 928 885	3 121 872
+ Autres produits d'exploitation bancaire	186	52
- Opérations faites en commun		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	186	52
- Autres produits non bancaires		
- Autres charges d'exploitation bancaire	-5 428	-84 923
- Opérations faites en commun		
- Autres charges d'exploitation bancaires	-5 428	-84 923
Produit net bancaire	31 669 984	146 636 871
- Charges générales d'exploitation (note 15)	-6 513 569	-11 533 219
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-6 513 569	-11 533 219
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		
Résultat brut d'exploitation	25 156 414	135 103 651
- Coût du risque (note 16)	913 640 600	475 942 759
- Coût du risque sur établissement de crédit		
- Coût du risque sur la clientèle		
- Coût du risque sur portefeuille titres	913 640 600	475 942 759
- Autres opérations		
Résultat d'exploitation	938 797 015	611 046 410
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés (note 17)	-845 926 738	-490 896 022
- Immobilisations financières	-845 926 738	-490 896 022
- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles		
Résultat courant avant impôt	92 870 277	120 150 388
+ / - Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices (note 18)	253 250 027	96 610 198

+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net de l'exercice	346 120 304	216 760 585

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

III. — Annexes.

Note 1. — Règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de la société INTER EUROPE CONSEIL ont été établis conformément aux dispositions définies par le règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable et comparabilité des comptes. — Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

Au 31 décembre 2017, les dotations nettes aux dépréciations sur titres à revenu fixe d'investissement liées à un éventuel risque de défaillance de l'émetteur sont présentées en Coût Net du Risque.

Changement d'estimation. — Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles.

Créances douteuses. — Par application du règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

Sont des encours douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes:

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement,
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel et international.

Par contagion, le classement d'un encours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est spécifiquement identifiée comme encours douteux compromis.

Cette identification intervient à la déchéance du terme ou à la résiliation du contrat et en tout état de cause un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement.

Portefeuille titres. — Les titres sont classés en fonction de :

- Leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- L'intention de détention selon leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et parts dans les entreprises liées, activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisition.

— Titres de transaction : Ce sont des titres, qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ou qui sont détenus dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché.

Ces titres sont négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles sont représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

A la clôture de l'exercice, les titres de transaction sont évalués sur la base de leur valeur de marché.

Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres est porté au compte de résultat, dans la rubrique "Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation". Les coupons encaissés sur les titres à revenu fixe du portefeuille de transaction sont classés dans le compte de résultat au sein de la rubrique "Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe".

Les titres de transaction qui ne sont plus détenus avec l'intention de les revendre à court terme, ou qui ne sont plus détenus dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché ou pour lesquels la gestion spécialisée de portefeuille dans le cadre de laquelle ils sont détenus ne présente plus un profil récent de prise de bénéfices à court terme peuvent être transférés dans les catégories « titres de placement » ou « titres d'investissement » si :

- une situation exceptionnelle du marché nécessite un changement de stratégie de détention,
- ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si Inter Europe Conseil a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Les titres ainsi transférés sont inscrits dans leur nouvelle catégorie à leur valeur de marché à la date du transfert. Cette disposition a été appliquée en octobre 2008 au sein du Groupe SOCIETE GENERALE antérieurement à l'apport du 5 novembre 2010.

— Titres de placement : Il s'agit de titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 3 bis du règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire modifié par le règlement 2008-17 du Comité de la Réglementation Comptable (Titres de participation, parts dans les entreprises liées).

Les titres de placement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais exclus.

Obligations et autres Titres à revenu fixe : Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres concernés. Les intérêts courus à recevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique "Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe" du compte de résultat.

A la clôture de l'exercice, les titres sont estimés selon leur valeur probable de négociation. Les plus-values ne sont pas comptabilisées et les moins values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation. Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont enregistrées dans la rubrique "Gains ou Pertes sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés" du compte de résultat.

Les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation sont calculées en tenant compte des gains provenant des éventuelles opérations de couverture effectuées.

Les titres de placement peuvent être transférés dans la catégorie « titres d'investissement » si :

- une situation exceptionnelle de marché nécessite un changement de stratégie de détention ;
- ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si Inter Europe Conseil a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

— Titres d'investissement : Les titres d'investissement sont les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie "titres de placement" avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels INTER EUROPE CONSEIL a la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance.

Les titres d'investissement incluent également des titres de transaction et de placement que la SOCIETE GENERALE a reclassé avant apport, conformément au règlement n° 2008-17, du Comité de la Réglementation Comptable, afférent aux transferts de titres hors des catégories titres de transaction et titres de placement (situation exceptionnelle de marché ou titres qui ne sont plus négociables sur un marché actif).

La Société n'a, quant à elle, pas procédé à de tels reclassements.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres, sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investissement sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Ces titres d'investissement peuvent être désignés comme éléments couverts dans le cadre d'une opération de couverture affectée ou de couverture globale du risque de taux d'intérêt réalisée au moyen d'instruments financiers à terme.

— Titres de l'activité de portefeuille : Il s'agit d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle.

Aucun titre de cette nature ne figure au bilan de clôture.

— Titres de participations, autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées : Il s'agit de titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de notre société ou du groupe Société Générale répondant aux critères suivants :

- titres de sociétés intégrées globalement ou proportionnellement ou émis par les sociétés mises en équivalence ;
- titres de sociétés ayant des administrateurs ou des dirigeants communs avec la société détentrice, dans des conditions qui permettent l'exercice d'une influence sur l'entreprise dont les titres sont détenus ;
- titres de sociétés appartenant à un même groupe contrôlé par des personnes physiques ou morales exerçant un contrôle sur l'ensemble et faisant prévaloir une unité de décision ;
- titres représentant plus de 10 % des droits dans le capital émis par un établissement de crédit ou par une société dont l'activité se situe dans le prolongement de celle d'Inter Europe Conseil.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique Revenus des titres à revenu variable. Au 31 décembre 2017, aucun titre n'entrant dans cette catégorie n'est inscrit au bilan d'Inter Europe Conseil. Au 31 décembre 2017, aucun revenu de dividendes attachés à ces titres n'est inscrit dans le compte de résultat d'Inter Europe Conseil.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Cette valeur est estimée par référence à différents critères tels que les capitaux propres, la rentabilité, les cours moyens de bourse des trois derniers mois.

Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins values latentes donnent lieu à constitution d'une dépréciation du portefeuille titres.

Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à revenus variables".

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique "Gains ou Pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

— Autres titres détenus à long terme : Ils représentent les investissements réalisés sous forme de titres par Inter Europe Conseil dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec la société émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition.

Au 31 décembre 2017, aucun titre n'entrant dans cette catégorie n'est inscrit au bilan d'Inter Europe Conseil.

Immobilisations. — Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant la durée réelle d'utilisation des biens en utilisant le mode d'amortissement suivant :

Nature immobilisation	Mode	Durée d'utilisation
Logiciels	Linéaire	3 ans (fiscalement sur 1 an)
Matériel de bureau et Informatique	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans
Agencement des constructions	Linéaire	20 ans

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux Amortissements.

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour les opérations avec la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Provisions. — Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014.

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif au passif du bilan et au hors bilan.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Dettes subordonnées. — Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées par contrepartie du compte de résultat.

Operations en devises. — Conformément aux règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, les opérations enregistrées en devises au bilan ou au hors bilan sont converties sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Les opérations initiées sont enregistrées en devises par la contrepartie de comptes de positions de change par devises.

A chaque arrêté comptable, le solde des comptes de positions de change est porté en résultat.

Les opérations de change à terme dites « sèches » ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les positions de change au comptant et les autres opérations à terme sont évaluées mensuellement selon les cours de change officiels au comptant de fin de période. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées régulièrement dans le compte de résultat. Par ailleurs, les reports et déports, liés aux opérations de change à terme couvertes sont parallèlement rapportés au compte de résultat de manière linéaire sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

Operations sur instruments financiers à terme. — Les opérations de couverture portant sur des instruments financiers à terme de taux ou de devises sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014. Les engagements nominaux sur les instruments à terme sont présentés en hors bilan.

a) Opérations de couverture : Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés au compte de résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en produits nets d'intérêts. Dans le cas où ils concernent des instruments autres que de taux (instruments sur actions, indices boursiers, de change, etc.), ils sont comptabilisés en "Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation" dans le poste "résultat sur instruments financiers à terme".

b) Opérations de marché : Les opérations de marché incluent, d'une part des instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé, ainsi que des instruments (tels que les dérivés de crédit, options complexes...) qui, bien que négociés de gré à gré sur des marchés moins liquides, sont inclus dans des portefeuilles de transaction, et d'autre part certains instruments de dettes intégrant une composante d'instrument financier à terme dès lors que ce classement reflète de manière plus appropriée les résultats et risques associés. Ces opérations sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture ; en l'absence de marché liquide, cette valeur est généralement déterminée à partir de modèles internes. Ces valorisations sont corrigées le cas échéant d'une décote prudentielle (Reserve Policy) déterminée en fonction des instruments concernés et des risques associés et intégrant :

— une valorisation prudente de l'ensemble des instruments, quelle que soit la liquidité du marché,

— une réserve estimée en fonction de la taille de la position et destinée à couvrir le risque d'emprise,

— une correction au titre de la moindre liquidité des instruments et des risques de modèles dans le cas des produits complexes ainsi que des opérations traitées sur des marchés moins liquides (car récents ou plus spécialisés).

Par ailleurs, pour les opérations sur instruments financiers à terme de taux d'intérêts négociées de gré à gré, la valeur de marché intègre le risque de contrepartie et la valeur actualisée des frais de gestion futurs.

Les gains ou pertes latents ou réalisés correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice. Ils sont inscrits au compte de résultat en "Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation".

Les pertes et profits relatifs à certains contrats conclus dans le cadre notamment des activités de trésorerie gérées par la salle des marchés afin, le cas échéant, de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêts, sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou « prorata temporis »,

selon la nature de l'instrument. En fin d'exercice, les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision pour risques dont la contrepartie est enregistrée en « résultat net des portefeuilles de négociation ».

Coût du risque. — Le contenu de la rubrique Coût du Risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risques de contrepartie, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties, les dotations nettes aux dépréciations des titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement et immobilisations d'exploitation.

Intérêts et commissions. — Les intérêts et agios sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont comptabilisées en respectant les éventuels décalages intervenant entre la facturation et l'exécution effective du service et donnent lieu à une régularisation afin que les charges et produits acquis à l'exercice lui soient effectivement rattachés.

Gains et pertes sur actifs immobilisés. — Ce poste regroupe les plus ou moins values de cession. Les résultats sur immobilisations hors exploitation sont classés au sein du Produit net bancaire.

Faits marquants de l'exercice. — Dans la continuité de l'année 2016, la Société a poursuivi, au cours de l'année 2017, sa stratégie d'écoulement ordonné de ses actifs, en tenant compte de leur niveau de risque, de leur rendement, de leur consommation de liquidité et de capital réglementaire. La stratégie, élaborée en étroite concertation avec SOCIETE GENERALE, a été adaptée en fonction des opportunités de marché et des contraintes de capital ou de liquidité du Groupe. A l'instar des autres années, les méthodes et modèles de valorisation ont fait l'objet d'un suivi régulier.

La taille totale du bilan a connu une baisse sensible de l'ordre de 24 % de son niveau à fin 2016 (soit de près de 2,1 milliards d'euros) passant de 8,8 milliards d'euros à 6,7 milliards entre fin 2016 et fin 2017.

En particulier, les cessions d'actifs, conjuguées à l'amortissement des titres en portefeuille d'une part, et à un environnement de marché favorable d'autre part, ont conduit à réduire la taille globale des portefeuilles à une valeur nette comptable de 2,1 milliards d'euros.

Par ailleurs, des cessions en totalité ou partielles de CDO de RMBS ont eu lieu, permettant de diminuer l'exposition de la Société à cette catégorie de risques.

Événements postérieurs à la clôture. — Néant.

Note 2.

1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et de l'activité de portefeuille :

(En Euros)	31/12/2017					31/12/2016
	Titres de transaction	Titres de placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :						
Valeur brute	30 813 030				30 813 030	33 714 765
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan	30 813 030				30 813 030	33 714 765
Obligations et autres titres à revenus fixe :						
Valeur brute (*)	131 640 105	153 629 529		514 146 491	799 416 124	2 775 805 856
(*) Dont émis par des organismes publics						
Créances rattachées		748 373		687 480	1 435 853	3 896 978
Dépréciations		-9 782 061		-72 822 161	-82 604 222	-1 079 737 544
Valeur nette au bilan	131 640 105	144 595 840		442 011 810	718 247 754	1 699 965 289
Actions et autres titres à revenu variable :						
Valeur brute						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan						
Total	162 453 134	144 595 840		442 011 810	749 060 784	1 733 680 054

2. Informations complémentaires sur les titres :

(En Euros)	Titres de transaction	Titres de placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'investissement	31/12/2017
Ventilation des titres à revenu fixe ou variable	131 640 105	153 629 529		514 146 491	799 416 124
Titres cotés	61 704 434	20 233 913		459 213 727	541 152 075
Titres non cotés	69 935 671	133 395 615		54 932 764	258 264 050

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Valeur estimée des titres de placement :	46 899 355	13 324 044
Plus values latentes (*)	3 535 924	3 409 842
Résultat latent du portefeuille d'investissement hors portefeuille reclassé	-15 359 169	-27 632 029
Montant des primes et décôtes afférentes aux titres de placement et d'investissement	58 722 600	37 546 231
(*) Ces montants ne tiennent pas compte des résultats latents afférents aux instruments financiers affectés en couverture des titres de placement		

Transfert de portefeuille. — Le 1er Octobre 2008, suite à des conditions de marché exceptionnelles et en application de l'avis du CNC 2008-19 publié en Décembre 2008, un certain nombre de titres de transaction a été reclassé en portefeuille d'investissement et en portefeuille de placement par la Société Générale (avant le traité d'apport du 5 novembre 2010).

Les montants reclassés au titre des années 2008 et 2009 figuraient dans les comptes sociaux de la Société Générale.

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes et prêts	5 574 818 632	6 827 984 360
A vue :	14 468 065	22 415 660
Comptes ordinaires	14 468 065	22 415 660
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme :	5 560 350 567	6 805 568 701
Prêts et comptes à terme	5 560 350 567	6 805 568 701
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées	23 241 648	24 947 917
Créances douteuses		
Total brut	5 598 060 280	6 852 932 277
Dépréciations		
Total net	5 598 060 280	6 852 932 277
Titres reçus en pension	35 056 000	6 249 958
Créances rattachées		82
Total (1) (2)	5 633 116 280	6 859 182 317
(1) Dont créances concernant les entreprises liées : 5 575 M EUR au 31 décembre 2017 (6 828 M EUR en 2016)		
(2) Non éligibles au refinancement dans la Banque Centrale		

Note 4. – Operations avec la clientèle.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	74 269	1 798 351
Crédits de trésorerie		
Crédits à l'exportation		
Crédits à l'équipement		
Crédits à l'habitat		
Autres crédits à la clientèle	74 269	1 798 351
Comptes ordinaires débiteurs		
Opérations d'affacturage		
Créances rattachées		
Créances douteuses		
Total brut (1) (2)	74 269	1 798 351
Dépréciations		
Total net	74 269	1 798 351
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	74 269	1 798 351
(1) Au 31 décembre 2017, les créances douteuses ont été soldées		
(2) Dont opérations concernant les entreprises liées : 0 EUR au 31 décembre 2017		

Note 5.

1. Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En Euros)	Valeur brute 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2017	Amortissement provisions et dépréciations cumulés 31/12/2017	Valeur nette 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	11 005				11 005		11 005
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions							
Installations techniques							
Matériels et outillages							
Autres							
Total	11 005				11 005		11 005

Montant des frais d'établissement, ventilés selon leur nature, des frais de recherche et de développement et de la valeur d'achat des fonds commerciaux inscrits au poste d'immobilisations incorporelles.

2. Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En Euros)	Montant au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2017
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques					
Matériels et outillages					
Autres					

3. Ventilation des dotations :

(En Euros)	Linéaire	Exceptionnel	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire	Dotation 2017
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Total					

Note 6. – Autres actifs et comptes de régularisation.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs :		
Sous-total	262 781 178	101 123 590
Compte courant SG impôt groupe	253 250 027	96 610 198
Débiteurs divers (1)	9 531 151	4 513 392
Comptes de régularisation :		
Sous-total	15 066 855	63 263 496
Charges comptabilisées d'avance		
Produits à recevoir		
Créances sur les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Opérations de location simple		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Actions propres		
Autres actifs		
Comptes de régularisation		
Impôts différés		
Autres comptes de régularisation (2)	15 066 855	63 263 496
Total brut	277 848 033	164 387 086
Dépréciations		
Total net	277 848 033	164 387 086
(1) Ce montant correspond à des dépôts de garantie cash versés sur les instruments financiers à terme.		
(2) Ce montant correspond à la réévaluation positive des instruments financiers à terme.		

Note 7. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue :	915 987	11 859 552
Dépôts et comptes ordinaires	915 987	11 859 552
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension au jour le jour		
Dettes à terme :	3 376 559 726	5 223 527 863
Emprunts et comptes à terme	3 369 684 290	4 556 495 751
Valeurs données en pension à terme		
Dettes rattachées	6 875 436	11 968 024
Titres donnés en pension		655 064 089
Total	3 377 475 713	5 235 387 415

Note 8. – Autres passifs et comptes de régularisation.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres		
Dettes et titres empruntés		
Autres dettes de titres		
Autres passifs	10 101	53 655 459
Compte courant SG impôt groupe		
Versement restant à effectuer sur titres		
Créditeurs divers(1)	10 101	53 655 459
Comptes de régularisation	29 004 268	50 005 938
Charges à payer	8 422 666	21 374 932
Dettes envers les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Autres passif	8 422 666	21 374 932
Comptes de régularisation		
Dettes subordonnées		
Impôts différés		
Produits constatés d'avance		
Autres comptes de régularisation (2)	20 581 602	28 631 006
Total	29 014 368	103 661 397

(1) Ce montant correspond à des dépôts de garantie reçus sur les instruments financiers à terme
(2) Ce montant correspond à la réévaluation négative des instruments financiers à terme

Note 9. – Provisions et dépréciations.

(En Euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2017
Provisions	27 284 611	1 305 583	-21 632 286			6 957 908
Provisions	27 284 611	1 305 583	-21 632 286			6 957 908
Engagement hors-bilan avec les établissements de crédit						
Engagement hors-bilan avec la clientèle						
Provisions sectorielles et autres						
Provisions pour risques et charges (1)	27 284 611	1 305 583	-21 632 286			6 957 908
Provisions règlementées						
Amortissements dérogatoires sur le crédit bail						
Amortissements dérogatoires sur la location simple						
Autres						

(En Euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2017
Dépréciations	1 079 737 544	334 770	-997 468 092			82 604 222
Dépréciations d'actifs						
Opérations avec les établissements de crédit						
Opérations avec la clientèle						
Opérations de crédit-bail et location simple						
Opérations sur autres actifs						
Dépréciation de titres(2)	1 079 737 544	334 770	-997 468 092			82 604 222
Total des dotations :			1 640 353			
Total des reprises :			-1 019 100 378			

(1) Au 31 décembre 2017, ce stock de provisions, qui concerne les titres d'investissement sains, s'élève à 6,96 M EUR avec un effet change de - 0,67 M EUR. Cette provision permet de tenir compte d'un éventuel risque de contrepartie.

(2) Ces dépréciations comprennent 9,8 M EUR lié au stock de provision pour dépréciation des titres de placement et 72,8 M EUR lié au stock de provision sur titres douteux en investissement dont 0 M EUR pour les CDO de RMBS (974,4 M EUR en 2016) comprenant un effet change EUR/USD de -118 M EUR en 2017.

Note 10. – Dettes subordonnées.

(En Euros)	Devise	Taux d'intérêt	Montant de l'émission	Date d'échéance	31/12/2017	31/12/2016
Date d'émission						
Titres et emprunts subordonnés à une durée déterminée					2 084 549 320	2 371 691 490
28/10/2010 (1)	USD	LIB USD 3M + 1.05	2 500 000 000	perpétuelle	2 084 549 320	2 371 691 490
Titres et emprunts subordonnés à terme						
Dettes rattachées					8 857 104	8 309 178
Total					2 093 406 425	2 380 000 669
<p>(1) L'Autorité de Contrôle Prudentiel a donné son accord à l'éligibilité de ce prêt aux fonds propres complémentaires (Tier 2) de la Société conformément à l'article 4c du règlement 90-02 du 23 février 1990 du Comité de la Réglementation Bancaire et Finan</p> <p>Le Prêt, ainsi que le cas échéant les intérêts non versés sont destinés à permettre à l'Emprunteur de faire face à la survenance de pertes et de poursuivre alors son activité dans le respect de la réglementation bancaire</p> <p>L'emprunt est assorti d'une clause de remboursement anticipé à partir de sa cinquième année, à la seule option de la Société et qu'après accord préalable du Secrétaire Général de l'Autorité des Contrôles Prudentiels</p> <p>(2) La charge globale relative aux dettes subordonnées s'élève à 8.9 M EUR en 2017 (8.3 M EUR en 2016). Cette charge correspond au réescompte des intérêts courus non échus, calculés sur une base linéaire. La convention de prêt conclue entre la Société Gé</p>						

Note 11.

1. Évolution des capitaux propres (en Euros) :

Affectation du résultat de l'exercice précédent	31/12/2017
Origine :	216 789 533
Report à nouveau antérieur	28 948
Résultat de la période	216 760 585
Prélèvement sur les réserves	
Autres mouvements	
Affectation (1) :	216 789 533
Réserve légale	10 838 029
Autres réserves	
Dividendes	205 589 067
Autres répartition	
Report à nouveau	362 437
(1) La variation des postes de réserves et de report à nouveau par rapport à l'exercice précédent résulte de l'affectation du résultat au 31 décembre 2017 décidée par l'associé unique en date du 30 mai 2018	

2. Capital social. — Le capital social est composé de 47 811 411 actions de 16 € de nominal, entièrement libérées.

3. Ventilation des réserves :

(En Euros)	Montant
Réserve légale	41 790 639
Réserves statutaires	
Autres réserves	
Total	41 790 639

4. Projet d'affectation du résultat de l'exercice :

(En Euros)	Montant
Résultat disponible	346 482 741
Report à nouveau antérieur	362 437
Résultat de la période	346 120 304
Prélèvement sur les réserves	
Affectation (1) :	346 482 741
Réserve légale	17 306 015
Autres réserves	
Dividendes	328 942 508
Autres répartition	
Report à nouveau	234 218

5. Variation des capitaux propres :

(En Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Capital	764 982 576			764 982 576
Primes d'émission				
Réserves	30 952 610	10 838 029		41 790 639
Écart de réévaluation				
Provisions règlementées				
Subvention d'investissement				
Report à nouveau	28 948	362 437	28 948	362 437
Résultat de l'exercice	216 760 585	346 120 304	216 760 585	346 120 304
Distribution				
Total	1 012 724 720	357 320 770	216 789 533	1 153 255 957

Note 12.

1. Produits et charges d'intérêts :

(En Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Sur opérations avec les établissements de crédit :	141 920 623	179 392 615	37 471 992	29 744 139
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les Ets de crédit	83 224 158	167 916 684	84 692 526	67 446 088
Titres et valeurs reçus en pension	11 362 578	11 475 930	113 352	4 033 388
Autres	47 333 886		-47 333 886	-41 735 337
Sur opérations avec la clientèle :		15 824	15 824	71 990
Créances commerciales				
Autres concours à la clientèle				
Comptes ordinaires débiteurs				
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres		15 824	15 824	71 990
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		27 029 025	27 029 025	47 255 911
Sur dettes subordonnées				
Autres intérêts et produits ou charges assimilés	-2 852 874	4 371 294	7 224 168	8 508 000
Total	139 067 749	210 808 758	71 741 009	85 580 040

2. Revenus des titres à revenu variable :

(En Euros)	2017	2016
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme		
Part dans les entreprises liées		
Autres		
Total		

Note 13. – Produit net des commissions.

(En Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Opérations avec les établissements de crédit				
Opérations avec la clientèle				
Opérations sur titres				
Opérations de crédit bail et assimilées				
Opérations de location simple				
Opérations de change et sur instruments financiers				
Engagement de financement et de garantie	40 425		-40 425	-59 454
Prestations de services et autres				
Total	40 425		-40 425	-59 454

Note 14. – Résultat net sur opérations financières.

(En Euros)	Net 2017	Net fin 2016
Résultat net sur portefeuille de négociation :	28 797 127	-54 846 728
Résultat net des opérations sur titres de transaction	-31 353 943	-68 936 202
Résultat net des opérations de change	13 179 846	-19 055 362
Résultat sur instruments financiers à terme	46 971 224	33 144 836
Résultat net sur titres de placement :	11 228 232	-6 354 427
Plus-values de cession	-2 319 023	-1 419 844
Moins-values de cession	1 019 676	4 652 400
Dotation aux dépréciations	-13 742 209	-2 993 526
Reprises de dépréciations	3 813 324	6 115 398
	40 025 359	-61 201 155

Note 15.

1. Charges générales d'exploitation :

(En Euros)	2017	2016
Frais de personnel		
Salaires et traitements		
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		
Autres		
Autres frais administratifs	-6 513 569	-11 533 219
Impôts et taxes	2 305 770	4 784 204
Services extérieurs	-717 065	716 017
Autres	4 924 864	6 032 998
Total	-6 513 569	-11 533 219

Note 16.

1. Coût du risque :

(En Euros)	2017	2016
Coût du risque sur établissements de crédit :		
Dotations aux provisions et dépréciations		
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions		
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions		
Reprises de provisions et dépréciations utilisées		
Reprises de provisions et dépréciations disponibles		
Autres		
Coût du risque sur la clientèle :		
Dotations aux provisions et dépréciations		
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions		
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions		
Reprises de provisions et dépréciations utilisées		
Reprises de provisions et dépréciations disponibles		
Autres		
Coût du risque sur portefeuille titres :	913 640 600	475 942 759
Dotations aux provisions et dépréciations	-1 305 583	-16 970 472
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions		
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions		
Reprises de provisions et dépréciations utilisées		
Reprises de provisions et dépréciations disponibles	891 295 506	510 695 063
Autres	23 650 678	-17 781 832
Autres opérations		
	913 640 600	475 942 759

(1) Résultat net des opérations de change

2. Synthèse du cout du risque sur les provisions et dépréciations :

(En Euros)	2017	2016
Dotations aux provisions et dépréciations	-1 305 583	-16 970 472
Reprises de provisions et dépréciations	891 295 506	510 695 063

Note 17. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés.

(En Euros)	2017	2016
Immobilisations corporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Immobilisations incorporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Titres de participation, parts dans les ent. Liées et autres titres LT	-845 926 738	-490 896 022
Plus-values de cession	12 250 181	405 342
Moins-values de cession	-858 176 919	-491 301 365
Dotations aux dépréciations ou provisions		
Reprises de dépréciations ou provisions		
Total	-845 926 738	-490 896 022

Note 18.

1. Impôts sur les bénéfices :

(En Euros)	2017	2016
Charge fiscale courante	253 250 027	96 610 198
Charge fiscale différée		
Total	-253 250 027	-96 610 198

2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

Ventilation résultats (En Euros)	Résultat avant impôts	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1. Taxé au taux normal	25 156 414	-156 244	8 333 390		8 333 390	16 823 024
2. Taxé au taux réduit ou non taxable						
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	25 156 414	-156 244	8 333 390		8 333 390	16 823 024
3. Taxé au taux normal	913 640 600	-828 193 300	28 482 434		28 482 434	885 158 166
4. Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)	913 640 600	-828 193 300	28 482 434		28 482 434	885 158 166
III. Résultat d'exploitation (I + II)	938 797 015	-828 349 544	36 815 824		36 815 824	901 981 191
5. Taxé au taux normal	-845 926 738		-281 975 579		-281 975 579	-563 951 159
6. Taxé au taux réduit ou non taxable						
IV. +/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)	-845 926 738		-281 975 579		-281 975 579	-563 951 159
V. Résultat courant avant impôt (III + IV)	92 870 277	-828 349 544	-245 159 755		-245 159 755	338 030 032
VI. Résultat exceptionnel						
Dotations nettes aux provisions réglementées						
Impôt courant			-245 159 755		-245 159 755	
Impôt différé						
Crédit d'impôt comptabilisé						
Contributions			-8 090 272		-8 090 272	8 090 272
Autres (à préciser)						
Résultat net	92 870 277	-828 349 544	-253 250 027		-253 250 027	346 120 304

(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance

Note 19. – Opérations non inscrites au bilan.

Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Cette annexe regroupe les informations sur les engagements financiers et opérations qui ne figurent pas au bilan.

Sont présentées les opérations dont les risques et avantages en résultant sont significatifs et dont la divulgation est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'entreprise.

1. Engagements hors-bilan comptabilisés :

1.1. Hors-bilan - engagements reçus et donnés :

(En Euros)	Nature	31/12/2017
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		5 584 324
En faveur d'établissements de crédit		1 000
En faveur de la clientèle		5 583 324
Engagements de garantie :		
D'ordre d'établissements de crédit		
D'ordre de la clientèle		
Engagements reçus :		
Engagements de financement :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		
Engagements de garantie :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		

1.2. Hors-bilan - engagements sur titres :

(En Euros)	Nature	31/12/2017
Titres à livrer		
Titres à recevoir		

1.3. Hors-bilan - engagements douteux

1.4. Hors-bilan - autres engagements

Note 20. – Opérations en devises.

Devise (En Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Actif contrevaletur €	Passif contrevaletur €	Devises à recevoir	Devises à livrer	Actif contrevaletur €	Passif contrevaletur €	Devises à recevoir	Devises à livrer
EUR	3 685 918 493	3 685 918 493	7 818 608	25 603 603	4 065 710 991	4 065 710 991	1 335 682	2 289 244
USD	2 640 022 976	2 640 022 976	25 598 266		3 546 947 239	3 546 947 239	2 106 347	474 338
GBP	916 935	916 935			11 917 189	11 917 189		
JPY	268	268			293	293		
Autres	333 251 698	333 251 698		7 819 627	1 134 483 100	1 134 483 100	856 399	1 541 518
Total	6 660 110 370	6 660 110 370	33 416 874	33 423 230	8 759 058 812	8 759 058 812	4 298 428	4 305 100

Position de change portée en résultat :

Note 21.

1. Engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	Opérations de gestion de positions	Opérations de couverture	Juste valeur	Total	
				31/12/2017	31/12/2016
Opérations fermes	395 502 105			395 502 105	942 653 311
Opérations sur marchés organisés et assimilés :					
Contrats à terme de taux d'intérêt					
Contrats à terme de change					
Autres contrats à terme					
Opérations sur marchés de gré à gré	395 502 105			395 502 105	942 653 311
Swaps de taux d'intérêt	85 336 472			85 336 472	104 075 911
Swaps financiers de devises					

Fra					
Autres	310 165 633			310 165 633	838 577 400
Opérations conditionnelles					
Options de taux d'intérêt					
Option de change					
Option sur actions et indices					
Autres options					
Total	395 502 105			395 502 105	942 653 311

2. Ventilation des instruments financiers selon leur durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations sur marchés de gré à gré				
Swaps de taux d'intérêt			85 336 472	85 336 472
Swaps financiers de devises				
FRA				
Autres			310 165 633	310 165 633
Total			395 502 105	395 502 105

Note 22. – Emplois et ressources ventilés selon la durée restant à courir.

(En Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2017				
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emplois					
Créances sur les établissements de crédit	274 294 048	4 841	4 020 561 969	1 338 255 422	5 633 116 280
Opérations avec la clientèle	74 269				74 269
Obligations et autres titres à revenu fixe	-28 668 854	58 672 936	160 157 140	528 086 531	718 247 754
Titres de transaction			54 444 371	77 195 739	131 640 111
Titres de placement	-4 299 576		750	148 894 733	144 595 907
Titres d'investissement	-24 369 278	58 672 936	105 712 019	301 996 058	442 011 736
Actions et autres titres à revenu variable					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Ressources					
Dettes envers les établissements de crédit	528 733 866	387 396 531	351 254 285	2 110 091 031	3 377 475 713
Opérations avec la clientèle					
Dettes représentées par un titre					

Note 23. – Identité de la société consolidante.

Les comptes annuels de la SAS INTER EUROPE CONSEIL sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :

SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

Note 24. – Intégration fiscale.

La Société INTER EUROPE CONSEIL est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 05/11/2010

Son résultat fiscal ayant servi de base de calcul à l'impôt est le suivant :

— Déficit à court terme de 735 479 265 €

— Bénéfice à long terme de €

Du fait de l'intégration fiscale, une dette créance de 253 250 027 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices.

Note 25. – Honoraires des commissaires aux comptes.

Les honoraires HT de la lettre de mission de notre (nos) commissaire(s) aux comptes, au titre de l'exercice 2017, s'élèvent à :

DELOITTE et ASSOCIES	77 650,00 \$
ERNST et YOUNG	52 650,00 \$

IV. — Extrait procès-verbal des décisions de l'associé unique du 31 mai 2018.

Le 31 mai 2018, l'Associé Unique a signé l'acte dont la teneur suit :

SOCIETE GENERALE, Société Anonyme au capital de 1.009.897.173,75 euros, dont le siège social est à PARIS (75009) – 29 boulevard Haussmann, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 RCS PARIS, représentée par Monsieur Thierry GARCIA, en qualité de mandataire, Associé Unique de INTER EUROPE CONSEIL, Société par Actions Simplifiée au capital de 764.982.576 euros, dont le siège social est à PARIS (75009) – 29 boulevard Haussmann, ayant pour numéro unique d'identification 692 040 108 RCS PARIS,

Décide:

Connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'Administration, d'affecter le résultat de l'exercice écoulé, soit un bénéfice de 346.120.304,01 euros, augmenté du report à nouveau antérieur, créateur de 362.437,34 euros, soit un résultat à affecter de 346 .482 .741.,35 euros, de la manière suivante :

A la réserve légale : 17.306.015,21 euros,
Versement de dividende (soit 6,88 euros par action) : 328.942.507,68 euros,
Au report à nouveau : 234.218,46 euros.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 15 juin 2018.

L'Associé Unique étant une personne morale, le dividende attribué ne sera pas éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code général des impôts.

L'Associé Unique prend acte les montants des dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices

Fait à Paris La Défense, le 31 mai 2018.

SOCIETE GENERALE
Thierry GARCIA.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

Le Président
Didier VALET

V. — Rapport des Commissaires aux comptes.

A l'Associé Unique de la société Inter Europe Conseil,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Inter Conseil relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilité des Commissaires au Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaires aux comptes.

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événement sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Paris-a Défense, le 22 mai 2018.
Les Commissaires aux Comptes :

Deloitte & Associés :
Charlotte Vandeputte ;

Ernst & Young et Autres :
Micha Missakian.

VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social :
Tour Société Générale, 17 Cours Valmy, 92972 Paris - La Défense cedex.